



VILLE DE MELUN

ARRETE MUNICIPAL n° 2024.177 du 20/02/2024

OBJET : LA FRANCE ENCHANTÉ

**LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,**

VU le Code général de collectivités territoriales, et notamment les articles L 2131-1, L 2212-1 et L 2212-2 ;

VU le Code des Débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-CAB 77 du 16 novembre 2006 relatif aux dérogations temporaires d'ouverture de débits de boissons à l'occasion des Foires, Ventes ou Fêtes publiques (Article L 3334-2) ;

VU la demande présentée en Mairie le 20 février 2024 par **Monsieur Michael MALGAT**, Président de l'association « **TOUS EN SCENE** », sis à MELUN (Seine et Marne) 27 rue Edmond Michelet ;

VU la réécriture des articles L 3334-2 et L 3335-4 du Code de la Santé Publique (précédemment Articles L 48 et L 49-1-2 du Code des débits de boissons) ;

CONSIDERANT que l'octroi de cette autorisation n'est préjudiciable ni au bon ordre ni à la moralité publique.

**- ARRETE -**

**Article 1** – **Monsieur MAGAT Mickaël** est autorisé à implanter un débit de boissons temporaire pour la vente de boissons de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> Catégorie :

**Dans la salle de l'ESCALE – Avenue de la 7<sup>ème</sup> Division des Blindés Américaine, à MELUN  
à l'occasion de la « LA FRANCE ENCHANTÉ »  
Le Mardi 5 mars 2024 de 14 h à 18 h**

Dans les conditions précisées à l'article 2 du présent arrêté :

**Dans la salle de l'ESCALE – Avenue de la 7<sup>ème</sup> Division des Blindés Américaine, à MELUN  
à l'occasion de la « LA France ENCHANTÉ »  
Le Mardi 5 Mars 2024 de 14 h à 18 h**

**Article 2** – Les débits de boissons temporaires autorisés à l'article 1<sup>er</sup> devront fonctionner ainsi que suit :  
Ils seront tenus par le responsable : **Monsieur MALGAT Mickaël**

**Article 3** – Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

**Article 4** – Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès son affichage ou sa publication ou sa notification aux intéressés ainsi que sa transmission s'il y a lieu au représentant de l'Etat.

**Article 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le silence gardé pendant plus de 2 mois sur une réclamation par Monsieur le Maire vaut décision implicite de rejet.

**Article 6** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit auprès du Tribunal Administratif de Melun dans le délai de 2 mois à compter de sa publication, et/ou de sa notification, ou de la notification de la réponse de l'autorité compétente dans le cas d'un dépôt de recours gracieux préalable.

**Article 7** – Le présent arrêté sera notifié à :

- Le Préfet du Département de Seine et Marne,
- Le Commissaire divisionnaire de Police de MELUN,
- Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- Le Commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de MELUN,
- Le Directeur Général des Services de la Ville de MELUN,
- Le Directeur Général des services Techniques de la Ville de MELUN,
- Le Chef de la Police Municipale de MELUN,
- Le Pétitionnaire,

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-217702885-20240101-174882-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/02/2024

Publication :

Fait à Melun, le 20/02/2024

Le Maire,



Kadir MEBAREK,